

La Méditerranée 2050, réflexions sur un champ de ruines

Jean-François Daguzan

N°7 | mai 2021

L'auteur interroge l'avenir de la Méditerranée et des États qui la composent dans une démarche prospective. Toutefois, la dégradation quasi générale de tous les facteurs (climatiques, démographiques, économiques et sociaux) et l'évolution inquiétante des situations conflictuelles font qu'un seul scénario se dégage à l'horizon 2050 : un scénario noir. L'article est divisé en deux parties : la première concerne l'analyse des facteurs de crise dont l'évolution est déjà connue et globalement non modifiable. La seconde interroge les segments d'incertitude dont la trajectoire peut conduire à des modifications sensibles de l'avenir (évolution politique, révolution, guerre, déstructuration d'États, défaillances de la communauté internationale). La dernière partie cherche à identifier les modalités d'inflexion de cette spirale négative.

Working Papers Series

La Méditerranée 2050, réflexions sur un champ de ruines

Jean-François Daguzan

Mars 2021

L'auteur

Jean-François Daguzan est vice-président de l'Institut Choiseul et chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) à Paris. Il a été Directeur adjoint de la FRS de 2011 à 2019. Il est directeur de la revue *Maghreb-Machrek*. Parmi ses ouvrages, on notera : *Le terrorisme non conventionnel* (Dir. avec Olivier Lepick), PUF, Paris, 2003 ; *Guerre et Économie* (Dir. avec Pascal Lorot), Ellipses, Paris, 2003 ; *L'Asie centrale après la guerre contre la terreur*, (Dir. avec Pascal Lorot), L'Harmattan, Paris, 2004 ; *Terrorisme(s) abrégé d'une violence qui dure*, CNRS Editions, Paris, 2006 ; *Les Forces armées arabes et Moyen-orientales après les printemps arabes* (Dir. avec Stéphane Valter), ESKA, Paris, 2014; (édition augmentée) *Les Armées du Moyen-Orient face à DAESH*, MA Editions Paris, 2016, *La fin de l'État-nation ? De Barcelone à Bagdad*, CNRS Editions, Paris, 2016. Il est également l'auteur de nombreux articles sur le monde arabe et la Méditerranée, le terrorisme, et les questions de défense et de sécurité. Il a été professeur associé à l'Université de Paris Panthéon-Assas (2000-2015) et membre du Conseil scientifique de la défense (2008-2014).

Le Centre de prospective générale

Le Centre de prospective générale, créé le 6 janvier 2016, a pour objet, en séparant l'exercice prospectif de toute préoccupation opérationnelle, d'établir une vision de préférence globale de tout ou partie d'un domaine, vision de laquelle des réflexions et des exigences opérationnelles peuvent ensuite venir puiser.

Citer ce document

Jean-François Daguzan, *La Méditerranée 2050, réflexions sur un champ de ruines*, FMSH-Pro prospective-2021-7.

© Fondation Maison des sciences de l'homme - 2020

Fondation Maison des sciences de l'homme
54, boulevard Raspail
75006 Paris - France

<http://www.fmsch.fr>

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions institutionnelles de la Fondation MSH.

The views expressed in this paper are the author's own and do not necessarily reflect institutional positions from the Foundation MSH.

Résumé

L'auteur interroge l'avenir de la Méditerranée et des États qui la composent dans une démarche prospective. Toutefois, la dégradation quasi générale de tous les facteurs (climatiques, démographiques, économiques et sociaux) et l'évolution inquiétante des situations conflictuelles font qu'un seul scénario se dégage à l'horizon 2050 : un scénario noir. L'article est divisé en deux parties : la première concerne l'analyse des facteurs de crise dont l'évolution est déjà connue et globalement non modifiable. La seconde interroge les segments d'incertitude dont la trajectoire peut conduire à des modifications sensibles de l'avenir (évolution politique, révolution, guerre, déstructuration d'États, défaillances de la communauté internationale). La dernière partie cherche à identifier les modalités d'inflexion de cette spirale négative.

Sommaire

Le désastre de 2050	5
Comment en est-on arrivé là ?	7
Ce qui est acquis :	7
Conclusion partielle : dégradation inquiétante de tous les indicateurs	12
Ce qui est mobile :	12
Conclusion : « plus pire » ou « moins pire » ?	17

« *Fluctuat nec ... ?* »

Cette étude prospective sur l'avenir de la Méditerranée se caractérise par le fait qu'il n'y a qu'un scénario prévisible à un horizon 2050 : le scénario noir. Or 2050, c'est demain.

La démarche classique de la prospective est de partir d'une situation théorique à moyen ou long terme et de dérouler à rebours les éléments, leur dynamique et les suites logiques ayant permis l'émergence de cette situation. Dans le modèle prospectif traditionnel, on propose, le plus souvent, trois types de scénario (positif, moyen, dégradé) qui, généralement, donnent la ligne médiane comme ligne du probable et de la raison¹.

Or, même si nous adhérons à la position d'Olivier Appert qui dit que « l'approche catastrophiste nuit à la rationalité du débat² », à regarder l'avenir de la Méditerranée à cet horizon accessible, aucun élément objectif ne permet d'envisager une évolution positive des conditions de vie politique, économique, sociale et écologique à moyen et long terme ni un environnement pacifié dans cette zone du monde. Nous allons dire pourquoi.

De 1960 à 2010, les analystes de la question méditerranéenne, dont l'auteur de ces lignes qui a passé une partie de sa vie à noircir des pages sur le sujet, se sont inscrits dans une démarche plutôt positive. De fait, si l'on pouvait être inquiet de la dégradation actuelle ou prévisible de certains facteurs, il était possible d'envisager un rééquilibrage par l'amélioration sensible des autres. Désormais, aucune véritable lueur d'espoir ne semble apparaître sur les rives Sud et Est alors même que la rive Nord va demeurer en situation de grande fragilité. Cette perception était déjà sensible il y a dix ans : « En matière d'avenir, rien n'est vraiment souriant pour les pays de la région. » notait les auteurs de *Méditerranée 2030*, avant même les grands mouvements

tectoniques³. Depuis cette date, tous les marqueurs de crise se sont dégradés⁴.

Le désastre de 2050

En 2050, de 600 à 700 millions d'habitants vivront autour de la Méditerranée. De cette population, la moitié sera établie sur le littoral. Cette population sera affectée par des problèmes d'accès aux besoins primaires de base, sur les rives Sud et Est (logement décent, éclairage public, accès à l'administration, à l'éducation et à la sécurité) et sera confrontée à de très graves problèmes de pénurie d'eau. Par ailleurs, cette littoralisation exacerbée aggravera de façon intense la pollution de la mer elle-même. Cette pénurie chronique touchera également la rive Nord. Plusieurs pays européens seront en situation de stress hydrique aggravé (Espagne, Sud et Ouest de la France, Italie, Grèce) sans parler des îles. La dégradation hydraulique aura affecté les productions agricoles locales déjà malmenées. La plupart des pays du Sud et de l'Est (hormis la Turquie et partiellement Israël) seront obligés d'importer l'essentiel d'une alimentation de base dont la cherté retombera sur la population. Pour les pays producteurs d'hydrocarbures, la diminution progressive mais significative de la rente n'aura pu permettre de maintenir les niveaux de subvention des produits de base des époques fastes.

La situation démographique placera les populations dans une situation paradoxale où les familles seront obligées d'assumer des aînés de plus en plus nombreux et de plus en plus vieux alors que les jeunes générations n'arriveront plus à sortir du cocon familial et ne pourront plus se marier faute de travail et de logement.

Depuis la crise du Covid-19 qui s'est étalée sur cinq ans et s'est poursuivie de deux autres pandémies, les investissements étrangers ont fui la rive Sud alors que les troubles sociaux et les questions de mauvaise gouvernance en rendaient un retour difficile.

1. Cf. Guillaume Alméras & Cécile Jolly, *Méditerranée 2030, Panoramas géostratégiques, humains et économiques*, IPEDM, Paris, 2009, 294 p.

2. <https://www.magazine-decideurs.com/news/o-appert-ifri-l-approche-catastrophiste-nuit-a-la-rationalite-du-debat>

3. Op. cit., p. 224.

4. NB : Notre Méditerranée est une Méditerranée élargie. Par nécessité stratégique, elle s'étend aux confins du Golfe et du Sahel et implique l'Union européenne (UE) en son entier.

Sur la frange sahélienne, l'effet conjugué de la poussée démographique massive de pays comme le Mali et le Niger et de l'existence de plusieurs émirats auto proclamés a conduit à une double pression migratoire : d'abord sur les pays riverains du Sud, puis sur la rive européenne.

Au plan politique, si la plupart des pays siègent encore à l'ONU, les modèles d'États nations issus de la décolonisation ont été fortement remis en cause. La Libye s'est partagée en diverses entités en compétition/coopération – certaines prenant la forme de villes-États sur le modèle du Moyen-âge ou de la Renaissance. D'autres se sont cristallisés en États-garnisons (*Garrison States*) mêlant régimes militaires et autoritarisme islamique (sur le modèle du Pakistan des années 1980)⁵ - la Turquie n'a pas échappé à ce schéma. D'autres, sur le modèle syrien ont dérivé en État « Taïfa » où la légitimité démocratique a été remplacée par l'allégeance à un ou plusieurs groupes dominants (tribus, groupes de solidarité économique, etc.)⁶ Ces formes, proches du modèle médiéval, seront concurrencées par la poussée du quatrième totalitarisme mondial, l'islamisme politique révolutionnaire⁷.

Cette situation impacte fortement l'Afrique du Nord. Le conflit du Sahara occidental se retrouve à nouveau au cœur des concurrences politiques locales alors que le jihadisme saharo-sahélien introduit par capillarité une nouvelle variable dans ce qui était autrefois une simple confrontation des puissances.

Les États du Golfe qui avaient joué un rôle d'influence, voire d'acteurs-gladiateurs dans cette partie du monde en raison de leurs moyens financiers illimités, jusqu'en 2030,

5. Voir notre article, « Armées et sociétés dans le monde arabe : entre révolte et conservatisme », in J.F. Daguzan & Stéphane Valter (Dir.), *Les armées du Moyen-Orient face à Daesh*, MA, Paris, 2016, p. 57-89.

6. « Le mot veut dire un groupement, un ensemble, un agglomérat de gens et pas forcément unis par la religion. » Maxime Rodinson, *L'Islam : politique et croyance*, Fayard, Paris, 1993, p. 154. D'autres reprennent le vieux concept d'*assabya* d'Ibn Khaldoun, qui fait de l'allégeance du groupe, du gang, de la tribu le cœur du pouvoir moderne des dictatures, décrit par Michel Seurat dans *Syrie. L'état de Barbarie*, PUF, collection Proche-Orient, Paris, 2012.

7. Voir notre ouvrage, *La fin de l'État-Nation ? De Barcelone à Bagdad*, CNRS Editions, Paris, 2015.

ont vu cette influence diminuer. D'une part leur alliance avec Israël dans la guerre larvée contre l'Iran les a largement coupés de leurs liens avec les pays d'Afrique du Nord, y compris le Maroc ; d'autre part la montée des troubles sociaux et politiques sur place, liée entre autres à la crise hydraulique massive que connaît le Golfe depuis vingt ans, les a empêchés de déployer leur stratégie comme par le passé⁸. La confrontation d'une jeunesse très nombreuse et frustrée se heurte aux forces conservatrices arc-boutées sur leur vision du monde et leurs privilèges.

L'influence déjà faible de l'Union européenne (UE) sur les rives Sud et Est a continué de se dégrader. Les pandémies mondiales successives ont freiné, à plusieurs reprises, son redécoupage ; ce qui a entraîné un repli global sur le pré-carré européen, renforcé par la pression migratoire accrue depuis de nombreuses parties du monde : Afrique/Méditerranée, certes mais aussi Asie du Sud-Ouest (Continent indien et Afghanistan). En son sein, certains États sont particulièrement affaiblis en raison de situation d'irrédentismes locaux. Ainsi la déclaration d'indépendance de la Catalogne, refusée par l'Espagne, a créé une situation insurrectionnelle de longue durée dans la péninsule. En France, les ruptures politico-sociales, sensibles depuis la crise des gilets jaunes, la multiplication des attentats et la situation économique tendue en permanence ont créé un mille-feuilles social et identitaire très difficile à recoudre et ont réduit sa capacité historique de projection internationale même si le pays demeure encore militairement capable d'intervention sporadique hors de ses frontières.

Au plan international l'UE a continué de se périphériser. La confrontation mondiale est désormais bien établie sur l'axe Pacifique où Chine et États-Unis entretiennent une compétition qui, comme pendant la Guerre froide, flirte souvent avec le conflictuel. En Europe, les États-Unis n'ont plus maintenu qu'une présence symbolique dans l'Otan alors qu'en Méditerranée, seule compte la sécurité d'Israël, même si ce dernier pays

8. On part de l'hypothèse que l'Iran n'a pas franchi le seuil nucléaire mais que la situation a dégénéré en un modèle de guérilla éruptive accompagné, de part et d'autre, de stratégies hybrides et d'actions terroristes et insurrectionnelles.

s'est largement autonomisé depuis le retrait presque total des forces américaines du golfe Persique. En revanche, la présence militaire maritime chinoise s'est accrue en Méditerranée pour sécuriser les transports le long de la « route de la soie » maritime qui permet à l'empire du Milieu d'acheminer ses marchandises vers l'Europe à travers des points d'appuis portuaires : Port Saïd, Lattaquié, Le Pirée, Malte, et vers le Sud-Ouest, Bizerte, Cherchell, Tanger. La lutte contre la piraterie, qui s'est fortement accrue ces dernières années, est une des missions prioritaires de la marine chinoise.

Politiquement, l'UE n'a toujours pas réussi à restructurer ses institutions pour devenir une force d'action susceptible de peser sur les décisions mondiales. La présence en son sein de nombreux régimes dits « illibéraux » a augmenté sa résistance vis-à-vis de l'immigration et a fait progresser sa dimension sécuritaire. L'arrêt par une Turquie désormais radicalisée de son rôle de sas pour les migrants venus de l'Est méditerranéen a accru ce phénomène.

Comment en est-on arrivé là ?

Les experts de différentes disciplines font valoir un certain nombre d'éléments objectifs dont la survenue est désormais inéluctable avec seulement des variations à la marge. Ces éléments sont donc acquis pour 2030 et prévisibles pour 2050.

Les perspectives connues avec certitude pour 2035 et au-delà concernent la démographie et sa répartition, la sécurité alimentaire, l'emploi et les facteurs migratoires. Le rapport ouvert de la CIA « *Global Trends* » pour 2030 synthétise l'ensemble des problématiques évoquées comme suit : « Ces tendances sont : le vieillissement – un mouvement tectonique autant pour l'Ouest qu'en augmentation pour les pays en développement ; un nombre encore important mais déclinant de sociétés et États à forte jeunesse ; les migrations, qui seront de plus en plus une question transfrontalière et une urbanisation croissante – un autre mouvement tectonique qui va attiser la croissance économique mais faire peser de nouvelles contraintes sur la nourriture et l'eau. Les pays vieillissants devront faire face à une bataille croissante pour maintenir leur niveau de vie. La demande pour du

travail légal et illégal va continuer à attiser les migrations globales⁹ ».

Ce qui est acquis :

Si l'on se concentre sur l'espace méditerranéen, on verra donc que les prévisions font apparaître :

En matière démographique, un bassin méditerranéen surchargé et vieillissant : Sur le pourtour, il y avait 281 millions d'habitants en 1970, 419 millions en 2000 et 572 millions sont prévus en 2030.

Selon Yoann Doignon¹⁰, « Tous les pays méditerranéens sont engagés dans le processus transitionnel. Toutefois, et il s'agit de la deuxième caractéristique révélée par la typologie, cette convergence généralisée de la mortalité/natalité vers des taux bas masque une grande diversité. Le processus ne se déroule pas de la même façon dans tous les pays : il n'existe pas un modèle unique de transition démographique en Méditerranée, mais bien plusieurs modèles. » La dégringolade démographique devrait continuer de se poursuivre, avec plus ou moins d'intensité selon les pays, dans l'UE en général. Mais elle touchera plus particulièrement des pays comme l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie. « Contrairement à l'Amérique du Nord qui verrait sa population augmenter de 75 millions d'habitants (soit deux fois moins que l'Amérique du Sud), l'Europe pourrait stagner autour de 500 millions d'habitants et perdre 49 millions de personnes en âge de travailler dans la tranche des 20-64 ans, dont 11 millions pour l'Allemagne. L'Espagne et l'Italie devraient aussi perdre de 7 à 8 millions d'actifs potentiels. La France pourrait se réjouir de quasiment rattraper l'Allemagne, ce qu'en réalité le Royaume-Uni devrait réaliser avant elle »¹¹. L'Afrique en revanche

9. Cette publication paraît tout les quatre ans. On citera dans cet articles les versions 2025, 2030, 2035 et 2040. National Intelligence Council, *Global Trends 2030 : Alternative Worlds*, December 2012, p. IV. https://www.dni.gov/files/documents/GlobalTrends_2030.pdf

10. Chercheur spécialiste des questions démographiques en Méditerranée, Université catholique de Louvain.

11. « Europe 2020 : Suicide démographique », *Questions d'Europe* n°462, 12 février 2018, Fondation Robert Schumann, <https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0462-europe-2050-suicide-demo>

devrait gagner 1, 292 milliard d'habitants par rapport à 2015, soit atteindre 2, 478 milliards en 2050¹². Mais la pression ne viendra pas particulièrement de l'Afrique du Nord – en transition démographique - en dehors de l'Égypte (en croissance perpétuelle) et semble-t-il désormais de l'Algérie.

La nouveauté sera la coexistence d'un fort vieillissement au Sud avec des générations montantes alors que ce vieillissement accéléré se déroulera au Nord sans renouvellement endogène significatif : « En effet, le vieillissement démographique est sans précédent, dans la mesure où les sociétés humaines n'ont jamais connu un phénomène équivalent ; universel car il touche (ou touchera) toutes les populations du monde ; durable puisqu'il continuera au XXI^e siècle ; irréversible et de grande portée ».

Ainsi, au Sud et à l'Est de la Méditerranée, ajoute Doignon, « nous assistons à l'émergence d'une « génération pivot », c'est-à-dire des personnes (souvent des femmes) devant prendre en charge à la fois un ou plusieurs parent(s) âgé(s) en plus de leur(s) enfant(s). » (...) « Cependant, les chercheurs s'interrogent sur une éventuelle dégradation des solidarités familiales, à la fois dans les pays développés et dans les pays du Sud, ce qui complique d'autant plus la gestion sociale de la vieillesse et de la dépendance¹³ ».

En matière d'urbanisation : L'urbanisation massive devrait se poursuivre sur le littoral méditerranéen jusqu'en 2050. Si des tendances « déflationnistes » existent au plan mondial - la crise de la covid-19 pourrait les accélérer -, elles ne devraient pas être encore sensibles autour du bassin¹⁴. « Accueillant, déjà, deux tiers des méditerranéens, en 2005, les villes verront leur population augmenter de 20 millions d'ici 2025, selon

[graphique](#)

12. Selon les projections onusiennes, Idem.

13. Yoann Doignon, *Les transitions démographiques des pays méditerranéens depuis 1950*, 15 décembre 2020, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-meditteranee-une-geographie-paradoxe/articles-scientifiques/transitions-demographiques>

14. Pour une analyse globale, voir Gérard-François Dumont, « L'urbanisation du monde : pourquoi, jusqu' où ? », *Politique étrangère*, 2020/3 (automne), p. 113-128.

le Plan Bleu pour la Méditerranée¹⁵. L'urbanisation galopante des pays du Sud et de l'Est du bassin, estimée à 70 %, est accompagnée d'un phénomène, conjoint, de littoralisation des activités humaines et d'artificialisation des côtes, accentuant la pression anthropique sur la biodiversité environnante. Plus de la moitié des 46 000 km de côtes pourrait être bétonnée, d'ici à 2025, contre 40 % déjà en 2000. La prégnance de quartiers informels, précisément là où les réseaux d'assainissement et les services urbains montrent certaines défaillances, témoigne des limites de la maîtrise de l'étalement urbain dans l'espace méditerranéen. » (...) Sur les littoraux, la densité de la population, estimée à 96 hab/km², est beaucoup plus forte qu'à l'intérieur des terres. La population des régions côtières est ainsi passée de 95 millions en 1979 à 143 millions en 2000 et pourrait atteindre 174 millions en 2025 (...) La densité du littoral n'est pas homogène. Très faible en Libye (20 hab/km²), elle est très élevée ailleurs (Delta du Nil). L'urbanisation croissante, et territorialement continue du littoral, contribue à saturer les territoires côtiers tout autour du bassin méditerranéen. Cette tendance se renforce singulièrement sous l'effet des variations saisonnières touristiques sur les rivages septentrionaux de la Méditerranée tout particulièrement¹⁶ ».

En matière d'eau : D'après Caroline Orjebini-Yousfaoui¹⁷, « L'Afrique du Nord ne recèle que 0,1% des ressources mondiales d'eau naturelle renouvelable et le Moyen-Orient 1,1% pour une population totale de 280 millions d'habitants, soit environ 4 % de la population mondiale. Cette pression devrait s'accroître dans les années à venir : l'indice régional de changement climatique de la région méditerranéenne est avec celui du Nord-Est de l'Europe le plus élevé au monde selon le Groupement International des Experts sur le Changement Climatique

15. Organisme créé par et pour les Nations Unies afin de se projeter utilement dans les prospectives méditerranéennes notamment en termes d'environnement. Il joue un très ancien rôle de prospective sur la protection de la mer et du littoral.

16. AVITEM, Les territoires urbains méditerranéens au défi des mutations démographiques et environnementales, <https://www.avitem.org/fr/content/avril-2018>

17. Responsable du développement durable chez Suez-France.

(GIEC). Des hausses de température de 2 à 4°C ainsi qu'une baisse de la pluviométrie de 4 à 30% sont prévues dans la région. La croissance démographique et urbaine des rives Sud et Est devrait également accentuer les pressions sur les ressources en eau¹⁸. Le stress hydrique pourrait alors concerner 300 millions de personnes¹⁹.

En matière de pollution : Avitem considère que « bien que la mer Méditerranée ne représente que 1,5% de la surface du globe, le commerce maritime méditerranéen, structuré par les métropoles portuaires de la région, représente 30% du commerce mondial²⁰ ». Cette situation pourrait être aggravée par la montée en puissance des « routes de la soie » maritimes que les Chinois souhaitent développer encore.

Par ailleurs, l'urbanisation littorale massive va peser lourdement sur la pollution maritime. Déjà des axes comme Tanger, Rabat, Casablanca sont des réalités, tout comme le Grand Alger, ou la zone littorale tunisienne (le « Sahel »). C'est encore plus le cas sur la rive Nord chez les riverains de l'UE, en Turquie, au Liban et en Israël.

Le dernier rapport du Plan Bleu insiste de son côté sur l'effet conjugué des différents facteurs : "L'exploitation des ressources et des organismes, la pollution et le changement climatique devraient exacerber les fragilités préexistantes (...), mettant en danger la santé et les moyens de subsistance²¹." Qui plus est, « Particulièrement vulnérable au réchauffement climatique, la Méditerranée est également l'une des zones les plus touchées par les déchets marins au monde²² ».

18. Caroline Orjebin-Yousfaoui, « L'accès à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée. Les financements innovants : solution ou illusion ? » *IPEMED, Coll. Construire la Méditerranée*, Septembre 2015, p. 1 <http://www.ipemed.coop/fr/publications-r17/collectif-construire-la-meditteranee-c49/financer-lacces-a-leau-et-a-l-assainissement-en-meditteranee-les-financements-innovants-solution-ou-illusion--a2290.html>

19. Hallegate S., Somot S. & Nassopoulos H., *Région méditerranéenne & changement climatique, une nécessaire anticipation*, op. cit., p. 4.

20. Avitem, op. cit.

21. <https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/populations-meditteraneennes-dan-https://planbleu.org/wp-content/uploads/2020/11/RED-2020-Resume-pour-decideurs.pdf>

22. Florian Maussion, « Réchauffement climatique, pollution : alerte maximale sur la Méditerranée », *Les*

En matière de sécurité alimentaire : La dégradation de tous ces indicateurs va encore affecter une capacité à produire sur place déjà très affaiblie. « À cette préciosité de l'eau se double une rareté foncière, » note Sébastien Abis²³, « Près de 95% des sols arables des pays méditerranéens seraient d'ores et déjà exploités. Il n'y a presque plus de réserve foncière sur ce pourtour méditerranéen soumis à l'urbanisation (...) à l'érosion et à la désertification. (...) Ces phénomènes peuvent conduire à la perte progressive de productivité des sols, voire à la disparition du couvert végétal²⁴ ».

L'importation de produits agricoles est déjà le poste le plus important des échanges internationaux des États du Sud et ce phénomène ne va faire que croître. « Ainsi, par exemple, un quart des biens que l'Égypte achète à l'étranger sont des denrées agricoles²⁵ ».

La pandémie de covid-19 ne devrait rien arranger dans la capacité des États des rives Sud et Est (à l'exclusion d'Israël) à assurer la sécurité alimentaire, déjà chancelante, d'une partie croissante des populations. D'après l'économiste Dilek Gürsel, cette pandémie « continue de défier le système global. (...) Les inégalités existantes dans la région MENA et dans le sous-groupe des pays de la Méditerranée du Sud, devraient s'exacerber et les pays de la région les plus vulnérables souffrir de façon disproportionnée de son impact économique. En raison de la persistance des conflits violents, des instabilités politiques et de la crise économique qui frappent la région, les capacités de réaction et de développement de mesures propres à absorber des conséquences dévastatrices de la crise sont limitées. Le manque de marge dans l'économie réduit les réponses ciblées pour le secteur agricole. (...) Dans le passé, l'insécurité alimentaire avait conduit à la migration du rural vers les villes en raison de l'absence d'horizon agricole (ex : pas d'eau

Echos du 18 novembre 2020, <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/rechauffement-climatique-pollution-alerte-maximale-sur-la-meditteranee-1266165>

23. Chercheur spécialiste des questions agro-alimentaires en Méditerranée, Directeur général du Club Demeter.

24. Abis, p. 42-43.

25. Abis, p. 47.

pour l'irrigation), (...) la pression sur les villes va s'accroître²⁶ ».

En matière pandémique : On est loin d'avoir pesé l'impact de ce fléau sur les pays des rives Sud et Est. Déjà affectées par les problèmes liés au terrorisme et aux instabilités régionales, ainsi qu'aux aléas de la rente pétro-gazière, la covid-19 aggrave un peu plus des situations socio-économiques largement précaires. Elle pèse aussi, plus qu'aillleurs sur les zones à haute densité de réfugiés et de migrants pour lesquels les mesures prophylactiques sont souvent presque nulles. « Le fardeau d'une région fortement marquée par les déplacements internes et les réfugiés va s'intensifier entraînant des risques élevés d'infection dans les espaces urbains surchargés et dans les camps de regroupement saturés face à des administrations dépassées²⁷ ».

Le vingtième siècle a connu six pandémies mondiales (la grippe espagnole, la grippe de Hong Kong, le SRAS, la grippe aviaire, le H1N1, et le MERS-cov). Le vingt et unième démarre sur les chapeaux de roue avec la covid 19. Or, l'urbanisation massive et les mouvements de populations rendent le contact entre l'homme et la nature de plus en plus étroit, rendent le fabuleux réservoir de virus disponible en nouvelles zoonoses²⁸.

En matière de changement climatique : Les experts, de quelque origine que ce soit, semblent se rejoindre pour annoncer une situation gravissime à partir de 2050 si des mesures drastiques ne sont pas prises pour remédier au réchauffement. Or, on voit déjà les immenses difficultés des États européens pour atteindre les objectifs de la conférence de Paris, COP-21. « Selon les travaux du GIEC, d'ici la fin du siècle, la température annuelle moyenne en Méditerranée devrait augmenter de 2,2 à 5,1°C, soit nettement

plus que la moyenne planétaire. Les précipitations estivales pourraient diminuer de 35% sur la rive Sud et 25% sur la rive Nord, tandis que le nombre de jours de pluie va se réduire significativement²⁹ ».

« Si l'ensemble de la planète souffre aujourd'hui du réchauffement climatique, le bassin méditerranéen se réchauffe 20 % plus vite que la moyenne. (...) Constate Sébastien Abis. « Une telle augmentation rendra plus régulières les vagues de chaleur, qui seront amplifiées dans les villes, avec une baisse de 10 à 15 % des précipitations au cours de l'été. Cette aridité exacerbée entraînera « un risque accru d'incendies, à la fois plus fréquents et plus graves », ainsi qu'une « baisse de 21 % d'ici 2080 » de la productivité des cultures dans l'ensemble des pays de la région, particulièrement marquée au Maghreb. (...) Ce réchauffement climatique sera accompagné d'une hausse de la température des eaux, qui pourrait atteindre entre +1,8 et +3,5 °C d'ici 2100. Leur niveau devrait également s'élever plus rapidement. Il pourrait ainsi progresser de 3 cm tous les dix ans, contre 7 millimètres par décennie entre 1945 et 2000³⁰ ».

En outre, la hausse de la température de la mer Méditerranée « va provoquer une acidification, qui devrait avoir des impacts négatifs sur la biodiversité marine, avec une augmentation des épisodes de mortalité massive des espèces sensibles, va aussi favoriser des espèces non-autochtones, et les activités humaines qui en dépendent ». Une situation d'autant plus préoccupante que la pêche « joue un rôle socio-économique majeur dans toute la région », et fait travailler plus de 227000 personnes pour des revenus annuels supérieurs à 2,4 milliards de dollars³¹ ».

26. Dilek Gürsel, « Deterioration of food (in)security in the Southern Mediterranean and the MENA Region in times of COVID-19 », *CMI-FEM Brief*, n°13 December 2020, <https://www.femise.org/wp-content/uploads/2020/12/CMI-FEM-Brief-13fnl.pdf>

27. Dilek Gürsel, idem.

28. Le choix est infini : coronavirus, filovirus, icosaoédriques, hélicoïdaux, enveloppés, complexes, pouvant favoriser le développement des gripes, hépatites, fièvres hémorragiques, poliomyélite et autres pestes sans compter les maladies concernant les animaux ou les plantes. (Dieu merci, sur les 5000 formes connues, seules 129 sont pathogènes).

29. Sébastien Abis, « Agriculture et climat : liaisons dangereuses donc priorités d'action pour la Méditerranée », in Jean-François Coustillière (dir.), *Dimension stratégique du changement climatique en Méditerranée occidentale d'ici 2050*, FRS-L'Harmattan, Paris 2017, p 40. Voir aussi Hallegatte S., Somot S. & Nassopoulos H., *Région méditerranéenne & changement climatique, une nécessaire anticipation*, IPEMED, Paris, 2009, p. 3. <http://www.ipemed.coop/fr/publications-r17/collectif-construire-la-meditteranee-c49/region-mediterranee-changement-climatique-une-necessaire-anticipation-a189.html>

30. Idem.

31. Florian Maussion, « Réchauffement climatique, pollution : alerte maximale sur la Méditerranée », *Les Echos* du 18 novembre 2020 ; op. cit

En matière migratoire : Comme le note Gérard-François Dumont, « la Méditerranée est un espace migratoire majeur dans le monde sous l'effet de la combinaison de nombreux facteurs, allant de ceux découlant de la proximité géographique aux facteurs climatiques, en passant notamment par divers facteurs géopolitiques³² ». Analyse que confortent les travaux de l'IPEMED, « Dernier défi méditerranéen, les migrations 'méditerranéennes' sont amenées à se poursuivre à la fois en raison de facteurs *push* (différentiel démographique et de revenu entre les deux rives ; phase d'émergence économique favorable à la migration des classes moyennes en risque de déclassement) et *pull* (pénuries de main d'œuvre en Europe voisinant avec un fort taux de chômage ; volonté d'attirer la main d'œuvre très qualifiée ; approfondissement de l'intégration régionale)³³ ». L'insécurité alimentaire, que nous venons d'évoquer jouera un rôle majeur sur la pression migratoire. « Si les insécurités humaines progressent en milieu rural et augmentent sur le plan alimentaire, cette zone du monde deviendra incontrôlable et le nombre de candidats à la migration explosera³⁴ ».

« Finalement, » ajoute Philippe Fargues, « il faut se rappeler que la crise des réfugiés se déroule avec en arrière-fond deux autres crises : une interminable crise économique productrice de chômage chez les Européens et une crise démographique qui fait planer la perspective de dépopulation. Les migrants peuvent être vus à la fois comme un problème (ils viennent concurrencer les natifs pour de maigres emplois disponibles), et une solution (ils pourront remplacer les natifs qui manquent). Alors que la crise économique va passer, la crise démographique va prendre de l'ampleur et sa résolution prendra du temps³⁵ ».

32. « Le système migratoire méditerranéen », *Outre-Terre*, 2009/23 (n°3), p. 257, <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2009-3-page-257.htm?contenu=resume>

33. « La Méditerranée en 2030 : Les voies d'un avenir meilleur », *IPEMED, Etudes et analyses*, mai 2010, http://www.ipemed.coop/admin/ipemed/media/fich_article/1317808295_IPEMED_PPM_Med2030.pdf

34. Abis, p. 50.

35. Philippe Fargues, « Un million de migrants arrivés sans visa en Europe en 2015. Qui sont-ils ? » *Populations et sociétés*, n°502 avril 2016, p. 4. <https://>

Mais la crise alimentaire de la frange littorale cache celle en profondeur de l'Afrique subsaharienne. Là, la conjugaison d'une démographie non maîtrisée et de l'effondrement prévisible de l'agriculture et des conditions de vie consécutive au changement climatique devrait provoquer des migrations qui se porteront d'abord sur l'Afrique du Nord, qui est devenue aussi terre d'immigration, puis sur l'Europe³⁶. Comme le souligne Alicia Piveteau, « Les pays du G 5 Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Mauritanie, Tchad) vont passer de 83,7 millions d'habitants en 2019, dont environ 50% de moins de 15 ans, à 196 millions en 2050³⁷ ». Or les perspectives de développement sont incapables, à moyen terme, de répondre aux besoins de nourriture et de travail de ces populations à venir.

En matière économique : Aucun indicateur n'est aujourd'hui au vert. Comme dernier maillon de la chaîne de la mondialisation, une partie des pays des rives Sud et Est avait pris de plein fouet les conséquences industrielles de la crise financière – qui, elle, avait dévasté économiquement l'UE. La rente touristique a fui et la rente pétrolière a vraisemblablement connu son apogée. La crise économique consécutive à la covid-19 s'est révélée plus brutale encore que la crise financière et a achevé le secteur touristique et mis l'économie mondiale au ralenti. « Il est frappant de constater qu'en faisant abstraction de la Turquie et d'Israël, les pays de la zone sont aujourd'hui moins industrialisés qu'ils ne l'étaient en 1970. Ces pays sont restés globalement à l'écart du phénomène d'émergence des pays en développement et leur régime de croissance a nettement ralenti. Leur marginalisation dans l'économie mondiale, constatée dans les années 1990, risque donc de s'accroître. (...) Les pays de la région ne réalisent en moyenne que 1% de leurs échanges à l'intérieur de la zone, ce qui traduit l'absence totale d'intégration économique régionale. (...) l'ensemble des pays

www.ined.fr/fichier/s_rubrique/25200/532_population_societes.avril.2016.migrants.europe.fr.pdf

36. Gérard-François Dumont, « Le système migratoire méditerranéen », *Outre-Terre*, 2009/23 (n°3), op. cit.

37. Alicia Piveteau, « Le Sahel est une bombe démographique », *Défis humanitaires*, 15 novembre 2019, <https://defishumanitaires.com/2019/11/15/le-sahel-est-une-bombe-demographique/>

de la zone ne réalise que 5% des échanges mondiaux, pétrole compris³⁸ ». Ce constat de 2012 serait susceptible d'être réévalué ... en pire³⁹. Le tourisme pourra peut-être reprendre dans certains pays. Il ne modifiera pas les équilibres économiques globaux.

Conclusion partielle : dégradation inquiétante de tous les indicateurs

De ce constat implacable, on déduira donc pour les dix années à venir, une très grave crise économique, sociale et politique⁴⁰. Les toujours colossaux bénéfiques des pays producteurs de pétrole, et la société technologique et mondialisée israélienne, ne peuvent masquer l'absence de dynamique et d'insertion des autres pays. De même, la violence politique et terroriste, tout comme « l'espérance » de l'immigration sont des indicateurs de sociétés en crise et de régimes autoritaires incapables d'assumer la modernisation des appareils et des esprits.

Si l'on se place dans une perspective géopolitique globale, la situation est encore plus préoccupante. On a assisté en quelques années à un déplacement du centre de gravité du monde. Autrefois placé à la charnière atlantique, c'est-à-dire en Europe occidentale, pendant la guerre froide, celui-ci est désormais situé en Asie. La crise économique et financière mondiale depuis 2008 et celle de la Covid depuis 2021 a accéléré ce processus. Le développement économique massif de cette zone, les grandes problématiques stratégiques mondiales, la question

écologique, tous sujets qui se concentrent suivant un axe États-Unis - Chine.

Dans ce schéma, la Méditerranée est marginalisée et renvoyée aux marches de l'histoire et du monde en mouvement. L'Union européenne, que d'aucuns voyaient comme le centre majeur de la nouvelle dynamique du XXI^{ème} siècle, est paralysée par sa crise économique, institutionnelle et d'identité, et participe donc de cette périphérisation.

La « dérive des continents économiques » qu'évoquait Henri Regnault autrefois pour marquer le rapprochement des économies euro-américano-asiatiques au détriment des zones méditerranéennes et de l'est⁴¹, s'est transformée en une dérive stratégique américano-asiatique dont l'Europe est également exclue.

Ce qui est mobile :

Les incertitudes sur la situation 2050 en Méditerranée vont peser dans les domaines, les secteurs pour lesquels les modèles prédictifs trouvent leurs limites. La politique, la guerre notamment. En effet, dans la litanie des choix rationnels malheureux des décideurs, la guerre est une option qu'on ne peut jamais éliminer, sans pouvoir à long terme prédire son déclenchement ni en déduire ses résultats⁴². Des phénomènes de hasard malheureux (la cascade négative) existent également. L'irruption d'une guerre civile ou de violences nationales de très haute intensité aussi. Nul ne pouvait prédire sous cette forme et dans sa durée la crise des « gilets jaunes » dans la France de 2018/2019, et ce, même si un mécontentement social et une défiance des élites était palpable dans ce pays depuis longtemps. On ne peut donc avancer que quelques hypothèses à large spectre – emportant cependant la certitude de la continuation « d'états de violence »

38. Tancrede Jossier, Florian Louis & Frédéric Pichon, *Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, du Maroc à l'Iran*, PUF, Paris, 2012, p. 86-87.

39. « The fact remains that the MENA-6 have generally a large exposure to external financial threats which can quickly destabilise not only their external balances but also their fiscal positions », Doha Salman & Vasilis Monastiriotis, « External and Internal Imbalances in Southern Mediterranean Countries: Challenges and Costs », *FEMSE Research Papers*, FEM42-13, august 2018, p. 77, file:///C:/Users/JEAN-F~1/AppData/Local/Temp/FEM42-13.pdf

40. Constat partagé par Jurgen Scheffran, « The Geopolitical impact of Climate Change of the Mediterranean Region : Climate change as a trigger of conflict and migration », *IEMed Mediterranean Yearbook 2020*, Barcelone, p. 55-61. https://www.iemed.org/publicacions-en/historic-de-publicacions/anuari-de-la-mediterrania/sumaris/iemed-mediterranean-yearbook-2020?set_language=en

41. « La Méditerranée dans la division internationale du travail », in Xavier Gizard (dir.), *La Méditerranée inquiète*, Datar/Editions de l'Aube, La Tour d'Aygues, 1993, p. 52.

42. Pour ceux qui s'intéressent à l'analyse des choix stratégiques désastreux ayant conduit aux plus belles catastrophes, on ne saurait trop conseiller la « revigorante » étude de David C. Gompert, Hans Binnendijk & Bonny Lin, *Blinders, Blunders and Wars*, December 2014, https://www.rand.org/pubs/research_reports/RR768.html

sporadiques ou réguliers⁴³ – étayées ici-ou là par d'autres analyses prospectives. L'éclatement d'un ou plusieurs acteurs lourds – d'un ou plusieurs « pôles ».

En matière de conditions politiques : Au vu des éléments quantitatifs objectifs de la première partie, la dégradation globale des conditions de vie devrait rejaillir sur la situation politique de la zone Sud et Est. À l'exception d'Israël – qui de son côté sera perturbé par la montée croissante de l'orthodoxie juive – Les pays arabes et, peut-être dans une moindre mesure la Turquie, seront affectés par la crise globale des ressources et de l'économie. Dans le Golfe, la question sera de savoir si ses États comme les Émirats et l'Arabie Saoudite auront réussi leur transformation de « modernisation à la Chinoise » (c'est-à-dire la société technologique sans la démocratie). Au Proche et Moyen-Orient, l'Irak et la Syrie n'apparaissent pas susceptibles de se rétablir significativement, pas plus que le Yémen et le Liban — tous pays pris dans un ensemble complexe de fragmentations confessionnelles, sociales, insurrectionnelles.

L'évolution de la situation politique des pays des zones Sud et Est interpelle sur la résilience des États à structure faible. Trois scénarios sont envisageables :

- la reconstruction d'États sur les ruines du modèle néopatrimonial (régimes autoritaires, dictatures) ; l'apparition à terme d'un modèle militaro-islamiste sur le modèle pakistanais du général Zia-ul-Haq n'est pas à négliger. Elle semble se dessiner en Égypte. La situation peut aussi évoluer vers un modèle oligarco/théocratique officiel à l'iranienne ou oligarchique officieux, comme en Algérie. Par ailleurs, la « pasdaranisation » ou « hezbollahisation » de la sécurité, c'est-à-dire l'officialisation de milices parallèles aux armées classiques et totalement dévolues au pouvoir en place, a déjà commencé en Syrie, en Irak et désormais aussi en Turquie⁴⁴.

43. Pour reprendre la formule de Frédéric Gros, qui cherche à conceptualiser ce qui ne relève plus du modèle de guerre conventionnelle mais d'états intermédiaires ou hybrides plus propres à caractériser la violence actuelle du monde. *États de violence, essai sur la fin de la guerre*, Paris, Gallimard, 2006, 310 p.

44. En référence au modèle iranien qui a développé une armée parallèle à l'armée régulière totalement dévolue, totalement inféodée au pouvoir, les Gardiens de

- le modèle « irakien » qui conjugue la fiction d'un État national fédéral et la « dérive des continents » des groupes religieux, politiques ou ethniques exerçant une autonomie renforcée de fait (ex : le quasi-État kurde).

- la somalisation ou balkanisation ; c'est-à-dire la disparition de l'État central au profit de groupes locaux ou régionaux en conflits les uns avec les autres et en situation d'indépendance de fait (le modèle libyen s'en rapproche).

En matière étatique : Le début du vingt et unième siècle a fait apparaître la faiblesse des États et des systèmes politiques arabes. Seuls l'Arabie Saoudite, les Émirats, Koweït, Oman et l'Algérie avaient échappé à la vague protestataire, voire révolutionnaire de ce qui fut lyriquement appelé les « printemps arabes ». Mais cette situation peut n'être que temporaire. Avec 50% de la population de moins de quinze ans et des rêves de plus en plus exprimés d'une nouvelle façon de vivre, libérée des carcans du conservatisme, la tension interne risque d'être de plus en plus forte. Après avoir échappé au « printemps de 2010 », l'Algérie a été rattrapé par le Hirak (« le mouvement ») en 2019. Désormais deux modèles de société se font face dans ce pays (trois si on y ajoute les islamistes).

Sur la question de l'État, dix ans après les « printemps arabes » le bilan est fortement contrasté : rupture politique et tribalisation perdurent en Libye ; le régime syrien a survécu au prix de la destruction de son propre pays, le Yémen est toujours dans une guerre civile sans fin alimentée par proxies. L'Égypte a renoué avec un autoritarisme renforcé mâtiné d'islamisme conservatoire, voie que cherche à prendre le régime algérien pour contrer la contestation (Hirak) populaire née avec la chute du clan Bouteflika. La Tunisie, seule à avoir réussi une transition politique réelle, s'enfonce dans un modèle de crise larvée et de non-gouvernabilité. Le Maroc se bat pour maintenir une structure politique forte en apparence mais qui risque d'être progressivement minée par l'absence de réformes

la révolution ou Pasdarans. Ce modèle n'est pas une nouveauté, c'est celui qui avait été mis en place par les Nazis avec la Waffen-SS versus Wehrmacht et SD versus police et renseignement, ou en Chine maoïste avec les Gardes rouges.

de fond, l'islamisme radical et les crises sociales. Au sein même de l'Europe, les tendances centrifuges sont à l'œuvre (revendications de l'indépendance de la Catalogne, de l'Écosse, de la Lombardie, de la Flandre, etc.) Enfin, l'ombre d'Al Qaida et de Daesh plane sur l'ensemble de la Méditerranée, de l'Est à l'Ouest et du Sud au Nord....

Désormais, on voit s'organiser une triple tendance. D'un côté des régimes s'arcbutent autour d'un autoritarisme renforcé justifié par des surenchères nationalistes et islamistes (car il faut justifier d'être plus « musulman » que les islamistes radicaux.) D'un autre, on a la tentation du développement « à la chinoise », c'est-à-dire de la croissance sans la démocratie, comme tentent de le réaliser les monarchies du Golfe et, sous un autre modèle, plus tempéré et plus subtil, le Maroc. Enfin, les efforts désespérés de la communauté internationale ou les victoires d'un camp sur l'autre, ne parviennent pas à masquer l'impossibilité à reconstruire après des situations conflictuelles lourdes. En témoignent l'Irak, la Syrie et la Libye en raison de facteurs contemporains mais aussi d'une très ancienne structuration de la violence politique et sociale dans cette zone⁴⁵.

La notion développée par Bertrand Badie et Pierre Birnbaum de « centre » sans État peut ici trouver sa place⁴⁶. « Alors, s'achemine-t-on vers la généralisation de la *Taifa* (le groupement) au sens de Rodinson⁴⁷ ? » « Sommes-nous à l'aube d'un modèle politico-social communautarisé et libanisé ? La question n'est pas triviale. Il est certain que nous serons confrontés, pendant le vingt-et-unième siècle, à une forte tension entre minorités et espaces collectifs plus larges : États, corps social national »⁴⁸. La fluidité tend à s'imposer et l'État « borné » - c'est-à-dire avec des frontières et des organisations

administratives internes - pourrait céder progressivement la place à un modèle d'ensembles complexes ou échange et troc entre les différents acteurs socio-politiques concernés. Ces acteurs assureraient le rôle de fournisseur de biens publics (sécurité, économie, etc.). Le caractère démocratique pouvant être assuré par les conseils de tribus ou autres Loya Jirga...

En matière de révolution : En 1995, le sociologue américain Benjamin Barber annonçait que l'État serait menacé par deux fléaux : Jihad et McWorld ! « Notre planète, prise entre ces deux tendances, Babel et Disneyland, se fracture à une cadence effrénée et, en même temps, s'unifie, même si ce n'est pas sans réticences⁴⁹ ». Barber pensait, dès cette date, que la mondialisation par l'économie et le rejet de cette dernière par un projet politique transnational violent (auquel il attribue le nom générique de jihad) pouvaient conduire à la fragmentation des unités politiques classiques – c'est-à-dire des États constitués sur le modèle de la fin du XIX^{ème} siècle.

Des groupes comme Al Qaïda et Daesh poursuivent leur lutte pour une révolution islamique globale. Nous adhérons à l'analyse de Scott Atran qui considère que l'islam radical armé est par nature révolutionnaire et que les mouvements qui s'y rattachent, pris globalement malgré leurs différences tactiques ou idéologiques, sont l'expression d'un troisième ou quatrième totalitarisme mondial (après le communisme stalinien et le fascisme/nazisme)⁵⁰. Les deux groupes, quels que soient les coups qui leurs sont portés, se reconstituent sur un modèle de goutte

45. Hamit Bozarlán, *Une histoire de la violence au Moyen-Orient*, La Découverte, Paris, 2008, 324 p.

46. Bertrand Badie & Pierre Birnbaum, *Sociologie de l'État*, Hachette, Paris, 1982.

47. Maxime Rodinson, *L'Islam : politique et croyance*, op. cit. p. 154.

48. « La question des minorités en Méditerranée, Paradoxes et paradigmes », in Carlos de Cueto Noguera & Abdelkader Sid Ahmed, *Droits humains et diversité ethnoculturelle dans l'espace euroméditerranéen : réalités et perspectives*, Editions Publisud – Fondation Euro-Arabe des Hautes Etudes, Paris, 2007, p. 255-268.

49. « Le premier scénario fondé sur la race, nous offre la triste perspective d'une re-tribalisation de grands pans de l'humanité au prix de guerre et de bains de sang. Nous sommes menacés d'une balkanisation des États-nations, où l'on verra se dresser culture contre culture, peuple contre peuple, tribu contre tribu. (...) Le second scénario décrit dans de charmants tons pastel un avenir édifié par des mouvements et des forces économiques, technologiques et écologiques exigeant l'intégration et l'uniformisation, un avenir qui fascinera les peuples du monde entier par son rythme endiablé (...), *Djihad versus McWorld. Mondialisation et intégrisme contre la démocratie*, Desclée de Brouwer, Paris, 1996. (New York Times Books, 1995, pour l'édition américaine.)

50. Scott Atran, *L'État islamique est une révolution*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2016, 96 p.

de mercure et s'installent dans les interstices des chaînes nationales où, utilisant des situations préexistantes d'insatisfaction et de ressentiment, nourrissent leur combat contre les gouvernements en place. Toujours présents en Syrie, en Irak et au Yémen, leur action s'étend désormais en Afrique australe, jusqu'au Mozambique. Néanmoins, le Sahel demeure l'espace de prédilection de ces mouvements en raison de l'espace territorial disponible et la faiblesse des structures politiques qui les gouvernent. Les efforts méritoires de la France pour contrer cette menace – au risque de la dégradation rapide de son image sur place – ne seront peut-être pas suffisants...

En matière d'influence : Depuis quelques années de nouveaux acteurs ont fait leur apparition dans la zone méditerranéenne ; on ne les a peut-être pas vu venir. À l'occasion de la crise syrienne, la Russie, puis la Turquie ont fait leur grand retour sur la scène méditerranéenne. Jouant à peu de frais et profitant des faiblesses des coalitions occidentales, elles tentent de s'imposer comme acteurs majeurs.

La Russie s'est durablement implantée sur la côte méditerranéenne par les installations de Tartous et Lattaquié en Syrie. Elle pèse militairement sur la frontière syrienne et jusqu'en Irak. Elle agit en Libye par le biais de ses compagnies de mercenaires et ses soutiens (variables) aux parties en présence. Maritimement, le retour de la flotte russe en Méditerranée marque symboliquement le renouveau de cette présence. Son rôle de marchand d'armes lui donne également un rayonnement élargi⁵¹.

La Turquie, surtout, fait feu de tout bois : active en Libye et dans le Caucase avec ses forces mercenaires, diplomatiquement dynamique en Afrique sub-saharienne, désormais impliquée – grâce au Qatar – dans les négociations avec les Talibans, elle joue un jeu dangereux autour des gisements *off shore* de Méditerranée orientale. Erdogan essaie de placer son pays dans un rôle de puissance

erga omnes. Mais sa situation économique est hautement périlleuse. En réalité, la Turquie tente difficilement de valoriser une position géographique centrale mais aux capacités de projection limitée. C'est pourquoi ses alliances, toujours ponctuelles, sont fragiles : coopération/concurrence avec la Russie et l'Iran ; chaud et froid et test des limites avec les États-Unis et l'UE ; rapprochements maladroits avec l'Algérie et l'Égypte.... Ses « victoires » militaro-diplomatiques dans le Caucase et en Libye masquent peut-être une situation plus mauvaise et plus limitée.

Les États du Golfe, moins visibles, jouent également un rôle important en Méditerranée. Au plan financier, l'Arabie Saoudite soutient l'Égypte, notamment dans ses dépenses militaires, les Émirats et le Qatar s'affrontent en Libye par champions interposés. Au Moyen-Orient et dans le Golfe c'est contre l'Iran et ses proxies que les deux pays font porter leurs efforts. Enfin, sur le Sahel, la bataille d'influence fait rage, favorisant ainsi la montée de l'islam conservateur du Golfe au détriment de l'islam traditionnel malékite et des confréries.

La Chine joue aussi un rôle à travers sa puissance économique et ses capacités d'influence. Comme la Russie, à l'occasion de la crise de la Covid-19, l'empire du Milieu, désormais partenaire économique majeur, distribue à certains pays — ainsi l'Algérie — des centaines de milliers de doses de vaccin. Face à une Europe qui peine à se vacciner elle-même et donc à se projeter, ce pays joue une alternative de « fraternité tiers-mondiste » dépourvue de la conditionnalité européenne en matière de valeurs⁵².

En matière conflictuelle : Aujourd'hui la frange sahélienne, le Nord syrien, la Libye sont les espaces de la guerre. Ceux-ci peuvent-ils s'élargir ? D'aucuns envisagent les velléités guerrières d'un Erdogan. Mais le leader turc ou ses successeurs pourront-ils prendre le risque d'aller au-delà des provocations maritimes et de l'usage des mercenaires ? Il peut y avoir cher à payer au « test à l'acide » de confrontations militaires avec des pays occidentaux ou avec la Russie. L'Égypte peut décider de

51. Voir Igor Delanoë, « Le retour de la Russie en Méditerranée », in *Les Cahiers de la Méditerranée*, 89 / 2014 : Recompositions géopolitiques en Méditerranée : un défi pour les Mediterranean Studies, p. 23-35. <https://journals.openedition.org/cdlm/7652>

52. François Lafargue, *La présence économique de la Chine au Maghreb : Ambitions et limites*, Fondation pour la recherche stratégique, Note, 29 octobre 2018.

régler militairement la question des barrages sur le Nil en Éthiopie et au Soudan. L'Algérie, pays le plus armé d'Afrique, pourrait tenter d'évacuer ses problèmes internes par un retour conflictuel au prétexte du Sahara occidental⁵³. La grande question demeure un conflit avec l'Iran. La nouvelle alliance entre Israël et les deux principaux pays du Golfe peut laisser entrevoir une option militaire dans le Golfe pour les années à venir si les États-Unis se retirent progressivement du dossier ou dans l'hypothèse où un nouvel accord, obtenu par la nouvelle administration Biden n'aurait pas été respecté.

Dans tous les cas de figure. Au-delà du conflit ouvert, l'emploi de menaces hybrides mêlant action psychologique, cyber-attaques (de notoriété, économiques et infox) et actions terroristes voire insurrectionnelles devrait représenter la nouvelle réalité stratégique en Méditerranée pour une durée indéterminée.

En matière de coopération multilatérale : Au-delà des difficultés européennes, on note une défaillance générale des modèles coopératifs qui avaient donné tant d'espoir après la seconde guerre mondiale. Le système onusien tourne en rond, les organisations régionales donnent peu de résultats concrets. La présidence Trump s'est employée à liquider ce modèle (y compris l'OMC). Si l'on sent un désir de Joe Biden de revenir à plus de multilatéralisme, il n'est pas sûr qu'il puisse dépasser un certain niveau avec les limites immédiatement posées par la Russie et la Chine et des pays bien plus modestes (y compris en Europe) mais qui ne veulent pas se sentir tenus par des obligations internationales.

Le rapport de prospective des services américains pour 2035 voit le modèle à venir selon trois scénarios « îles, orbites, et communautés⁵⁴ ». Le scénario « île », donne la mondialisation mise à mal et projette soit le repli

individuel, soit l'agrégation des États en associations distinctes et opposées, organisées en coopérations empiriques. Le scénario « orbites » envisage la constitution de « sphères d'influence », de systèmes « solaires » autour d'un champion autour duquel veulent se sécuriser des États plus faibles. Et le scénario « communautés » imagine une fragmentation plus prononcée et un regroupement autour de valeurs basiques (identité, religion). Il est possible que le dernier connaisse un certain succès. Mais, l'élément peut-être le plus intéressant des analyses américaines, tiré de l'avant dernier rapport, concerne la disparition de la prépondérance occidentale sur les affaires du monde. Cette publication anticipant l'avenir à horizon 2025 voyait l'émergence d'un « monde sans l'Ouest⁵⁵ ». La Méditerranée, prise au sens large reflète assez bien cette évolution. Certes, pour un certain temps, l'intervention sporadique de « pompiers » comme la France est possible. Mais l'évolution globale du « marché » de la sécurité et des relations internationales devrait être particulièrement ouvert, fluide et concurrentiel. L'UE qui aurait pu être ce contrepois politique et diplomatique à l'effacement des États-Unis ne semble pas démontrer dans la courte et moyenne durée de capacité à proposer une vision, d'abord, et des capacités d'action, ensuite. La « Stratégie » de l'UE de juin 2016 est, à cet égard, un excellent catalogue d'analyse des risques et des menaces, affectant ou devant affecter notre continent. Mais les réponses proposées – renforcer le multilatéralisme ou le dialogue – ne sont pas à la hauteur de la pyramide de problèmes qui s'avancent. Au vu des fractures internes et des difficultés à retrouver ne serait-ce qu'une cohérence économique, il n'est pas sûr que l'on assiste à l'émergence d'une « Europe puissance » à moyenne échéance.

À partir de 1995, on avait pensé assister à une structuration réussie de l'espace euro-méditerranéen par l'Union européenne naissante. La Déclaration puis le Partenariat de Barcelone, lancé lors de la conférence des 27-28 octobre 1995, proposaient une sorte de marché fondé à la fois sur la sécurité

53. La révision constitutionnelle de 2020 autorise désormais ses armées à sortir du cadre national pour défendre la sécurité de la nation. Article 30-4 : « L'Armée Nationale Populaire défend les intérêts vitaux et stratégiques du pays conformément aux dispositions constitutionnelles. » Le Président de la République, article 91-2 « décide de l'envoi des unités de l'armée nationale populaire à l'étranger... » Constitution algérienne du 20 décembre 2020,

54. National Intelligence Council, *Global Trends, Paradox of Progress*, January 2017, p. 11, <https://www.dni.gov/files/documents/nic/GT-Full-Report.pdf>

55. National Intelligence Council, *Global Trends 2025, A Transformed World*, p. 4. https://www.files.ethz.ch/isn/94769/2008_11_global_trends_2025.pdf

commune (refus de la prolifération du terrorisme, règlement pacifique des conflits, acceptés par le Sud), sur le développement économique soutenu par l'UE et sur une évolution positive des questions sociales et démocratiques aux critères du Nord. Les années qui suivirent ne furent qu'une suite de désillusions – scandée par la dégradation constante des relations israélo-arabes. La relance engagée par Nicolas Sarkozy en 2008, l'Union pour la Méditerranée (UPM), fut un échec politique et ne trouva pas d'élan économique. La relance de la Politique de voisinage (PEV), après les printemps arabes, tout comme la nouvelle Stratégie de l'UE, passé le lucide et glaçant constat sur la situation actuelle, ne proposent aucune option sérieuse de relance⁵⁶. Les initiatives proposées par le président Macron, depuis son élection, n'ont pas trouvé de réel écho⁵⁷. Côté rive Sud, L'Union du Maghreb arabe est paralysée à longue échéance par l'opposition algéro-marocaine. En réalité, les conditions politico-économiques ont tellement changé qu'il serait impossible de signer aujourd'hui ce qui avait été accepté par tous en 1995 à Barcelone. Une bonne partie des pays du Sud et de l'Est sont aujourd'hui, faute de leadership ou en crise interne profonde, dans l'incapacité politique ou managériale de s'engager sur une politique coopérative sérieuse.

Conclusion : « plus pire » ou « moins pire » ?

Ces deux magnifiques fautes de français sont là pour souligner le dilemme qui sous-tend ce papier tout du long ? Y-a-t-il une alternative pour d'autres scénarios que celui du pire ?

Le rapport de la CIA pour 2035 est assez clair : « Les tendances de la région iraient toutes plutôt dans la mauvaise direction⁵⁸ ». Autrement dit, pour cette date et au-delà, les évolutions politiques et économiques positives probables ne peuvent agir qu'à la marge.

56. Pour ceux qui sont intéressés par une brève histoire de ces échecs, voir cet auteur, Les politiques méditerranéennes de l'Europe : trente ans d'occasions manquées, *Politique étrangère* n°4 Hiver 2016-2017, p. 11-24.

57. Voir cet auteur, « La France et l'UE en Méditerranée : entre esprit de système et réalités », *Politique étrangère*, n°3 2020, p. 109-120.

58. Version numérique en anglais, p. 38. Version française, op. cit., p. 100.

Au niveau du climat, la nécessité d'éviter une augmentation de la chaleur de plus de deux degrés apparaît, pour de nombreux pays de la zone, déjà illusoire. La ressource en eau et la sécurité alimentaire en seront affectées. Même si des experts comme Youssef Courbage et Emmanuel Todd, ont pu montrer que des phénomènes transitionnels étaient en marche dans certains pays⁵⁹ – à condition que des entraves idéologiques ne viennent pas les contrecarrer, les courbes démographiques sont déjà acquises au même horizon. Elles conditionneront donc les situations urbaines littorales dégradées. Le dernier rapport du Plan bleu pour la Méditerranée est, sous une rédaction policée, dramatique⁶⁰.

Plus encore, les risques de dissociation/dislocation des sociétés et des États sont présents et ils affectent le Nord au même titre que le Sud et l'Est. La mise en place progressive d'un « mille-feuille » identitaire social et politique est une réalité en marche. Le rapport 2040 de la CIA donne pour maîtres mots : fragmentation, déséquilibres, contestation et une seule réponse : Adaptation. Il n'est pas sûr que cette qualité soit au rendez-vous pour bon nombre de pays des rives Sud et Est de la Méditerranée et, peut-être en Europe même⁶¹.

Enfin, les mouvements arabes débutés en 2010 en Tunisie, en Égypte et ailleurs ne sont pas finis. La région est loin d'avoir terminée sa mue. Celle-ci ne se fera pas sans violence. Le désir de changement de la jeunesse, y compris au niveau des valeurs religieuses, se heurte à la résistance des ultra conservateurs et cela ne se passera pas bien⁶².

59. Mais aussi l'évolution des structures familiales, des femmes, du travail, etc. *Le rendez-vous des civilisations*, Seuil, Paris, 2007, 176 p.

60. <https://planbleu.org/wp-content/uploads/2021/02/File-RED-2020-Rapport-complet.pdf>

61. *Global Trends 2040, A more contested World*, p. 2 et 3. https://www.dni.gov/files/ODNI/documents/assessments/GlobalTrends_2040.pdf

62. « Sondage effectué pour la BBC par le réseau de recherches Arab Barometer, un organisme indépendant, auprès de plus de 25 000 habitants dans dix pays [Algérie, Égypte, Irak, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Soudan, Tunisie, Yémen] plus les territoires palestiniens, entre fin 2018 et le printemps 2019 », « Sondage, l'athéisme progresse parmi la jeunesse arabe », *Courrier international*, 26 juin 2019, <https://www.courrierinternational.com/article/sondage-latheisme-progresse-parmi-la-jeunesse-arabe>

L'espoir existe-t-il encore ?

Les facteurs permettant de limiter — tout du moins partiellement — les effets structurels que l'on a décrits sont connus :

- Limitation drastique des productions de gaz à effet de serre ;
- Axer l'économie vers une croissance verte raisonnée avec une transition longue dont le nucléaire ne peut être exclu ;
- Trouver une cohérence de gouvernance de l'Union européenne qui permette de peser à nouveau sur sa périphérie ;
- Convaincre les États méditerranéens du Sud et de l'Est de rentrer dans la nouvelle révolution industrielle alors même qu'ils ont été exclus de la dernière ; ce qui implique un accompagnement fort en termes économiques et sociaux (en anticipant la fin du tourisme de masse, du pétrole, etc.) ;
- Parvenir à un accord général sur les migrations ;
- Revenir à une coopération multilatérale régionale renforcée permettant le règlement pacifique des conflits ;
- Combattre le totalitarisme jihadiste en concertation et coopération par tous les moyens (politiques, économiques, sociaux et militaires).

Les chances d'actionner efficacement tout ou partie de ces leviers sont minimales !

La technologie peut-elle contribuer à modifier ces tendances préoccupantes ? On peut imaginer une évolution marquée vers l'économie verte, notamment du côté de l'UE, mais les effets d'un tel changement — s'il se produit — ne donnera des effets qu'après 2050. Ailleurs, on voit mal un effort vertueux sérieux — Israël comme toujours mis à part — faute de gouvernance efficace de la part des autres États du Sud et de l'Est.

Les statistiques mondiales de R&D dressent un tableau sévère. Le pourcentage de dépenses de R&D rapportées au PIB sur 10 ans montre une moyenne mondiale oscillant entre 2 et 2,3%. Aucun pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient n'atteint cette moyenne (Algérie 0,34 ; Tunisie 0,60 ; Maroc 0,71 ; Égypte 0,72 ; Qatar 0,51, Koweït

0,06). Même l'Arabie Saoudite (0,82) et les Émirats (1,30) ne sautent pas le pas face aux 3,26 du Japon ; aux 2,84 des États-Unis, aux 3,09 de l'Allemagne, aux 2,19 de la Chine et aux 2,20 de la France⁶³.

Certes les énormes PIB saoudiens et émiratis compensent la faiblesse de ces statistiques. Mais construire une société basée sur la recherche nécessite qu'elle soit bâtie sur un socle capable globalement de soutenir l'effort (économiquement, sociologiquement, techniquement et politiquement). Or les dynamiques pour initier de « nouvelles sociétés » engagées par les Émirats et l'Arabie Saoudite sont fragiles et essentiellement portées par une main d'œuvre mercenaire. Les oppositions au sein des pouvoirs respectifs sont très fortes car elles impliquent pour pouvoir réussir un changement social profond, tant pour les femmes que les hommes, considéré comme insupportable pour les conservateurs. Globalement, seul Israël devrait être susceptible de rentrer dans la course au pouvoir technologique de demain. Pour les États du Golfe précités, tout dépendra de leur stabilité politique, économique et sociale. L'UE de son côté, risque, faute d'une politique proactive forte, de se retrouver en situation d'archipel avec des niches de compétences éclatées. Certains États, comme la Turquie, peuvent trouver le salut dans des coopérations renforcées (Chine, Russie). Ailleurs, les systèmes de recherche sont faibles voire indigents et la fuite des cerveaux et les crises leur laissent peu d'espoir.

De très bons observateurs de la Méditerranée tentent toutefois de se projeter dans une dynamique positive. Ainsi, un ancien acteur désormais analyste comme Jacques Huntzinger, choisit une démarche proactive : « Un travail de réflexion doit être mené sur la nature d'un projet politique méditerranéen qui serait à même de mobiliser nos partenaires méditerranéens et de les faire rentrer dans une trajectoire organisée du vivre-ensemble et du croître ensemble⁶⁴ ». (...) « Si l'on admet la

63. Banque mondiale, Dépenses de recherche et développement (% du PIB), <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/GB.XPD.RSDV.GD.ZS>

64. Jacques Huntzinger, *Il était une fois la Méditerranée*, CNRS Éditions, Paris, 2010, p. 264. Nouvelle édition augmentée prenant en compte les « printemps arabes » qui ne modifie pas les conclusions, Bibliis,

réalité des conflits civilisationnels en Méditerranée et si l'on prend en compte les dynamiques nouvelles inscrites au cœur de ces conflits civilisationnels, ce que l'on a tenté de faire dans cet essai, on doit en conclure à l'impératif d'une nouvelle politique méditerranéenne qui soit proposée par l'Union européenne à ses partenaires du Sud⁶⁵ ».

L'IPMED, dans *Méditerranée 2030*, tentait un « scénario d'opportunité nouvelle », invoquant la « centralité » de la Méditerranée, pivot des échanges entre Golfe, Afrique et Europe⁶⁶. Jean-Louis Guigou la voit aujourd'hui comme l'espace intermédiaire de la « Verticale » Afrique, Méditerranée, Europe (AME)⁶⁷. Mais pour les auteurs de *Méditerranée 2030*, le seul espoir de fonctionnement d'un nouveau projet ne pouvait passer que par « l'intégration » à l'UE, comme il avait été fait pour les États européens d'Europe centrale et orientale et les îles. Inutile de dire que dans les conditions politiques d'aujourd'hui, cette hypothèse est quasiment nulle.

Au terme de cette analyse peut-on quand même entrevoir un avenir moins noir que celui décrit ? Puisque la prospective est action. Pour *Futuribles* le travail de prospective « consiste donc à repérer, analyser et comprendre les grandes transformations en cours, à cerner les principales incertitudes, à concevoir des processus de décision et d'action intégrant la prise en compte du long terme et l'implication des acteurs dans la construction du futur ».

La célèbre institution se place dans une perspective dynamique car « l'avenir est domaine de liberté, l'avenir est domaine de pouvoir, l'avenir est domaine de volonté ? » L'avenir est liberté car, contrairement à certaines

théologies, rien n'est écrit et l'incertitude demeure. L'avenir est pouvoir car des actions ou des événements (une pandémie) peuvent l'infléchir et l'avenir est volonté car l'homme peut, dans une certaine mesure, modifier un futur prévisible (l'objectif de moins de deux degrés du changement climatique en est un bon exemple.) Le problème est que le repli (contraint ou désiré) des hommes et des gouvernements vers l'intérieur est tel qu'on ne voit pas se dessiner une volonté collective susceptible de renverser la muraille de difficultés qui se dresse désormais pour la Méditerranée. La technologie à venir ne semble pas non plus pouvoir y porter remède. L'optimisme est à décaler pour après 2050...

« *La lucidité est la blessure la plus rapprochée du soleil.* »

René Char, Feuillettes d'Hypnos, 1946

Paris 2014.

65. Idem.

66. Op. cit., p 228. Les autres scénarios étant le « néocolonialiste », improbable également, et le scénario « de conflits méditerranéens ». Sa réalisation a été en avance de dix ans sur la prospective, p. 226-227.

67. « Le centre de gravité de cette liaison Europe-Afrique c'est l'Europe méditerranéenne (y compris l'Espagne qui, depuis quelques siècles, a été éloignée des grands événements de l'histoire) et le Maghreb ; voilà par quoi passera la connexion de l'Europe à l'Afrique. », Jean-Louis Guigou & Pierre Beckouche, *Afrique, Méditerranée, Europe, La Verticale pour un avenir commun*, p. 103, http://www.ipemed.coop/adminIpemed/media/fich_article/1513334640_la-verticale-ame.pdf

Série Prospective

Dominique David, *Conflits internationaux : Tendances actuelles et capacités de prévisions*, FMSH-Prospective-2018-1, septembre 2018.

Patrice Debré, *L'homme et les microbes. L'émergence des épidémies : réflexion prospective*, FMSH-Prospective-2018-2, octobre 2018.

Collectif, *L'État-Nation*, FMSH-Prospective-2018-3, décembre 2018.

Gérard-François Dumont et Alain Bravo, *Prospective des migrations internationales à l'horizon 2050*, FMSH-Prospective-2020-4, février 2020.

Olivier Appert, *La transition énergétique entre injonctions politiques et déficit prospectif*, FMSH-Prospective-2021-5, février 2021

Dominique David, *Système international et identités : retours, bifurcations, métamorphoses*, FMSH-Prospective-2021-6, mars 2021.